Pierre-André Tremblay, Michel Roche et Sabrina Tremblay, dir. *Le printemps québécois : Le mouvement étudiant de 2012*, Québec (Qc), Presse de l'Université du Québec, Collection Innovation sociale, 2015, 216pp., 25\$.

Roger Charland

Cégep de Trois-Rivières

À l'ami Denis Veillette qui observa ce mouvement social de près. Son décès nous empêche d'en lire son analyse. Les jeunes ont alors perdu un allié.

Le collectif, commentant une des phases de « reconsolidation » de l'action sociale, vise à travers ce livre à comprendre la réaction du pouvoir face à ce mouvement social et à cerner l'interaction entre celui-ci et le pouvoir politique. À une exception près, les collaborateurs de cet ouvrage collectif s'intéressent surtout à l'espace démocratique qui, au moment des événements de 2012, a été accaparé par une opposition sociale d'une rare volonté et d'un courage important dans le but de résister à l'offensive des pouvoirs publics, de l'État et des services policiers et d'information. On a voté des lois répressives, les policiers ont fait preuve d'un acharnement répressif rarement vu dans notre histoire et les médias d'information ont fait de la déformation en permanence tout le long de ce conflit.

Trois forces majeures ont été déployées pour faire face au mouvement social qu'ont composé les étudiants dans leurs contestations d'une hausse annoncée des droits de scolarité : la force législative de l'État (par des lois et règlements), la force exécutive de l'État (par l'usage des forces policières et des tribunaux instruments de répression) et l'usage de la force de propagande de l'appareil gouvernemental avec l'aide des principaux médias de masse représentant ici les forces sociales favorables à une participation plus active des étudiants dans le financement de leurs études. En somme, nous avons assisté à une opposition très marquée d'une conception de l'éducation comme un bien commun d'un côté et de l'autre, en tant que capital humain comme terreau fertile des idées néolibérales.

Une grande partie des textes présentés tentent de comprendre la dynamique qu'a prise ce mouvement dans ses rapports avec l'appareil d'État. Bien que des négociations aient eu lieu en permanence, la répression policière a aussi été une

réponse quotidienne à des débordements violents, mais surtout contre une très grande majorité des manifestants pacifistes. C'est ainsi que les premiers textes tentent de saisir la mobilisation étudiante selon l'implication politique et sociale de l'époque : mondialisation, critique de la marchandisation de l'éducation ainsi que l'action collective et ses motivations. Nous sommes alors en présence d'auteurs qui tentent une théorisation ou de présenter un modèle qui à l'occasion ne convainc pas. C'est avec le texte du professeur de philosophie politique à l'Université de Montréal Christian Nadeau, dont l'inspiration provient des travaux d'Axel Honneth, que nous avons un premier coup de cœur pour une analyse globale du problème. D'un côté, un usage libre des concepts d'autonomie, de mépris et de reconnaissance permet de situer le mouvement social. De l'autre, une lecture globale des événements quotidiens dont le mépris des étudiants, d'abord, et des citoyens ensuite, qualifie très bien la répression physique autant que la tentative de tuer le mouvement par une propagande reposant sur « des gestes de paternalisme, d'humiliation, de vexation et d'intolérance commis contre le mouvement social et politique étudiant » (77). C'est dans la partie du texte intitulé « Les formes du mépris », que Nadeau analyse comment ce mépris s'est manifesté. Il rappelle que dans une société, l'espace démocratique et la contestation sont partis prenants de la démocratie. Il termine sa participation par cette phrase : « La lutte pour la reconnaissance de leurs revendications fut l'occasion pour les étudiants et les étudiantes du Québec de nous rappeler ce qu'est une société véritablement démocratique » (87).

Le chapitre écrit par Pascale Dufour, professeure au département de science politique à l'Université de Montréal, explique comment les citoyens ont réagi lors de l'élection suivant cette crise politique. On y présente une série de chiffres qui propose que le renversement du gouvernement du Parti libéral du Québec, au pouvoir lors de cette contestation sociale, ait été en partie redevable à un mouvement de l'électorat en opposition à la position de ce parti politique. Ce vote aurait donc visé à contrer un gouvernement qui n'a pas voulu négocier de bonne foi avec les étudiants et qui refusa tout le long du conflit de reconnaître les étudiants comme un mouvement social qui méritait le respect des élus.

C'est aussi avec intérêt que nous avons découvert le texte de Geneviève Nootens, professeure en science politique au département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi, qui oppose le libéralisme et la démocratie ainsi que son contraire la (dé) démocratie. Ce concept de (dé) démocratisation est central dans sa démonstration. Pour elle, il s'agit d'un phénomène qui, reposant sur une « intensification évidente de la répression », vise la perte de volonté d'accepter, de la part des gouvernements, l'idée que la contestation sociale est un processus légitime en société démocratique. Elle s'interroge sur l'isolement du gouvernement

face aux mouvements sociaux; les exemples du Sommet de Québec et de Toronto et des mobilisations des altermondialistes peuvent être pris comme exemple ici. Les gouvernements maintiennent représenter les citoyens dans leur ensemble même s'ils ne sont pas élus par une majorité absolue et affirment ensuite que les mouvements sociaux ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la société. Bizarre, car les mouvements sociaux sont l'incarnation même de la démocratie en action. Rappelons que le gouvernement du Parti libéral du Québec répétait quotidiennement que le mouvement étudiant ne représentait pas l'ensemble des étudiants. Pourtant ce parti avait été porté au pouvoir par une minorité de la population du Québec. Seulement 42,08 pour cent des gens avaient alors voté pour ce parti, comme c'est le cas pour l'ensemble des élections. Pourquoi alors remettre en cause la légitimité des votes des associations étudiantes ? Par simple démagogie !

Michel Seymour, professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal, analyse la question au centre du conflit : est-ce que l'accès gratuit à l'université est possible ? Pour lui, la question est légitime : même le rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec (connu sous le nom de Rapport Parent, 1964–1966) le proposait comme une avenue possible. Cet auteur s'interroge à partir de la philosophie politique de John Rawls. Après avoir démontré que la gratuité est un objectif noble à atteindre, il soutient que le Parti québécois, élu quelques semaines après la fin du mouvement avec des promesses de sommets sur l'éducation centrée sur la question de l'allègement des charges que sont les droits de scolarité et les frais afférents, n'a aucunement répondu à ces demandes. Selon ce parti, les droits de scolarité ne seraient pas un empêchement à l'accessibilité. Aussi sournois que le précédent gouvernement, ce parti n'aura proposé qu'une version remaniée de l'imposition d'une augmentation des frais pour l'accès aux études supérieures.

Enfin, un des porte-paroles des étudiants propose une analyse qui continue sur la lancée de Seymour. Pour Gabriel Nadeau-Dubois, le principal problème est le néolibéralisme qui présente l'enseignement supérieur comme un investissement dans le capital humain. En somme, l'étudiant est considéré comme un investisseur. En entamant des études supérieures, il investit dans son capital humain. Dans ce rôle, il s'aliène en se rendant seul responsable de la qualité de son investissement : est ainsi individualisée toute l'existence d'une personne en la rendant directement et individuellement responsable de la rentabilité de son investissement. Il en sera ainsi pour le reste de ses jours sur le marché du travail, c'est là que se jouera sa vie.

D'autres textes sont beaucoup moins intéressants sur le plan de l'argumentation. Malgré l'hétérogénéité des propositions et la difficulté de générer une synthèse, défauts habituels d'un ouvrage collectif, il s'agit d'un livre à lire, surtout pour les textes sur lesquels nous avons insisté ici.